

Nat-Bi

Nat-bi-Naturelle/biologique - Magazine Bimestriel d'informations - Agroécologiques et biologiques - N°16 - OCTOBRE 2021

RÉSEAU NATIONAL DES CALEBASSES DE SOLIDARITÉ DU SÉNÉGAL (RENCAS)

Le CA veut étendre ses activités à Tambacounda et Kolda en 2022 P.11-12



Quelques membres du CA du RENCAS en compagnie de la présidente (à droite)

○ **Rencontre des partenaires d' AdC Sénégal** P.3

Les participants présentent le bilan semestriel des réseaux fédéraux

○ **Transformation des fruits et légumes locaux** P.9-10

Une quinzaine de femmes membres de l'ASDES en formation

○ **Accès aux services sociaux de base** P.7

La FEJAC dote la maternité de Médina Sabakh d'un appareil échographie

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES RURALES

Des organisations réclament "une gouvernance équitable" des terres entre hommes et femmes

(APS) - L'Alliance nationale pour la promotion des droits fonciers des femmes exhorte l'Etat du Sénégal, dans un communiqué, à instaurer "une gouvernance équitable, égalitaire et transparente des ressources foncières". Elle a fait ce plaidoyer à l'occasion de la célébration prévue vendredi, comme le 15 octobre de chaque année depuis 2007, de la Journée internationale des femmes rurales. L'Alliance nationale pour la promo-

tion des droits fonciers des femmes, constituée de plusieurs organisations, est dirigée par le Cicodev Afrique, une organisation non gouvernementale dédiée à la défense de la citoyenneté et des consommateurs. Elle réaffirme son "engagement à œuvrer pour l'amélioration des conditions des femmes et des filles en milieu rural, dans l'accès et la jouissance des ressources foncières". Elle invite l'Etat du Sénégal et ses partenaires à "intensifier

leurs efforts pour une gouvernance équitable, égalitaire et transparente des ressources foncières". L'alliance souhaite aussi que les autorités sénégalaises s'emploient à "donner corps à la recommandation des chefs d'Etat de l'Union africaine d'affecter au moins 30 % des terres de manière documentée aux femmes". Elle les invite au "respect de l'engagement de Maputo d'affecter au moins 10 % du budget national au secteur agricole". "Les femmes rurales cultivent une bonne nourriture pour toutes et tous" est le thème des activités prévues cette année pour la célébration de la Journée internationale des femmes rurales. Un thème qui "met en relief le rôle essentiel que jouent les femmes et les

filles rurales dans les systèmes alimentaires du monde", souligne le communiqué.

"Défaillances des systèmes de production"

L'Alliance nationale pour la promotion des droits fonciers des femmes déplore que "le rôle et la place de la femme rurale sénégalaise [soient] marqués du sceau de la précarité en termes d'accès et de jouissance effective aux ressources foncières". La "problématique" de l'accès des femmes rurales aux ressources foncières et aux autres facteurs de production (intrants, crédit, etc.) "Reste à ce jour une forte préoccupation" au Sénégal, selon le communiqué. L'alliance estime que "l'occasion est encore belle de rappeler combien il est important de renforcer les efforts de développement dans le monde rural, en particulier au profit des femmes", au Sénégal. Elle déplore "la faiblesse notoire de l'accès et surtout du contrôle des terres par les femmes, sur la base de paramètres inégalitaires persistants et un processus de socialisation favorables à cette discrimination". Un regret auquel s'ajoute "la faible implication des femmes rurales dans les institutions foncières, à commencer par l'échelle de la famille, le village, et la collectivité territoriale". Selon le communiqué, les femmes, qui représentent plus de la moitié de la population sénégalaise, ne possèdent que 11 % des terres du pays. "Cette situation est injuste et fragilise les droits fonciers des femmes. Cette fragilité est source d'insécurité alimentaire et de plusieurs défaillances des systèmes de production", déplore l'Alliance nationale pour la promotion des droits fonciers. Ce constat est en contradiction avec la Constitution du Sénégal, laquelle stipule que "l'homme et la femme ont le droit d'accéder à la possession et à la propriété de la terre dans les conditions déterminées par la loi".

Naturelle et biologique

Magazine bimestriel d'informations
Agroécologiques et biologiques

OCTOBRE 2021

Rédacteur en chef
Ababacar GUEYE

Comité de rédaction

Ndèye Ndébane WADE NDIAYE, Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Papa Demba NDIAYE, Abdou THIAM, Oumy NDIAYE, Sidy DIENG, Fatou DIOP, Abou LY (ADK), Ndiaga SALL (ASDES), Matar SARR

ADRESSE :

AgriBio Services, Quartier Parcelles Assainies

Unité 4, Thiès Sénégal

Tél : 33 929 26 07

BP : 781 -THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com

crabesth@gmail.com

Site Web: www.agribioservices.org

www.https://calebasses-de-solidarite.sn

www.https://crabes.org

*Le magazine Nat-Bi est réalisé par le CRABES
(Centre de Ressources en Agriculture Biologique
et Economie Sociale et Solidaire)*

www.crabes.org

3^{ÈME} RENCONTRE DES PARTENAIRES D'ADC-SÉNÉGAL

Les participants présentent le bilan semestriel des réseaux fédéraux

Intégrer la résilience dans les stratégies de lutte contre la soudure et l'endettement, échanger sur l'évolution des 12 réseaux de calesbasses de solidarité et leur niveau de performance, tels ont été, entre autres, les différents points sur lesquels les organisations partenaires d'Action de Carême Suisse au Sénégal (AdC) ont échangé du 15 au 17 septembre à Thiès.

Par Ababacar GUEYE



Les participants en plein travaux de groupes

La rencontre, la 3^{ème} du genre, organisée par la Coordination nationale d'AdC entre dans les activités phares de la coordination. En effet, ce sont des rencontres annuelles au cours desquelles, des thématiques spécifiques sont abordées. Celle-ci, qui vient d'être bouclée, a porté sur la résilience communautaire dans le cadre de la lutte contre la soudure et l'endettement. «*L'objectif de la rencontre ayant été de partager, au cours de ces trois jours, sur l'évolution des 12 réseaux de calesbasses de solidarité notamment sur leur niveau de performance, leur adaptation par rapport à la pandémie. Il s'est agi également d'échanger sur comment réduire les risques de soudure et d'endettement dans les communautés*», a expliqué M. Djibril Thiam (lire interview).

Le coordinateur national qui animait l'atelier en compagnie du Secrétaire gé-

néral du RENOLSE (Réseau national des Organisations de Lutte contre la Soudure et l'Endettement), M. Samba Mbaye, soutient que ces rencontres constituent des moments forts d'échanges, mais surtout de partages des activités que les organisations partenaires ont eu à dérouler. Une sorte de mise en niveau pour tous les partenaires.

Ainsi, animatrices, animateurs, chargés (es) de programmes, Coordinateurs ont présenté tour à tour les activités de leur réseau fédéral à l'exception du COCOGEP et de la FEJAC qui sont dans le processus du réseautage. Au cours des différentes présentations, le constat est le même, les réseaux fédéraux essaient tant bien que mal d'effectuer des actions par le truchement de rencontres de sensibilisation ou d'activités de mécanismes d'autofinancement communément ap-

pelés (MAF). D'autres ont effectué de la transformation des produits locaux et du consommer local, de la production de savon et d'eau de javel. Pour d'autres ce sont des sessions de formation sur les innovations locales pour l'amélioration des revenus et de visites d'échanges auprès d'autres réseaux fédéraux sur la mise en place de coopérative de consommation. Malgré tous leurs efforts consentis en termes de mise en marche des réseaux fédéraux, des contraintes liées à la faiblesse des ressources financières, à l'analphabétisme de certains membres, le manque de moyens de déplacement et l'enclavement des zones ont été soulevées au cours des échanges. Toutefois, M. Thiam a suggéré aux participants de ne pas perdre de vue la mission du réseau qui est «*le soutien à l'économie locale des membres des calesbasses de solidarité, le plaidoyer pour l'insertion de l'approche calesbasse de solidarité dans les stratégies de développement local, le renforcement des capacités des membres des calesbasses de solidarité et de leurs réseaux (proximité et fédéraux) et l'autonomisation des calesbasses de solidarité*».

Outre les activités semestrielles des réseaux fédéraux, la coordination nationale a eu à effectuer une formation de quatre modules sur la résilience communautaire dans le cadre de la lutte contre la soudure et l'endettement dans ce contexte du Sahel. Il s'agit des risques de catastrophes, de vulnérabilité liés à la soudure/endettement, de la planification, de la réduction des risques de catastrophes, des stratégies de lutte contre la soudure et de l'approche de suivi-évaluation de la gestion des risques. Pour une meilleure compréhension de ces thématiques, le coordinateur national a défini et présenté quelques concepts de base notamment les moyens d'existence, la résilience, les aléas, les chocs et la soudure. Ainsi le moyen d'existence a été défini comme étant la manière dont un individu ou un ménage «*gagne*» sa vie et vit de manière

générale ». La finalité d'une telle approche étant, fait-il noter, d'aboutir à une compréhension holistique de la situation dans laquelle les ménages vivent. La manière dont les ménages sont affectés par les chocs, leurs vulnérabilités et leurs capacités à faire face à ces chocs. Ainsi un ménage a été scindé en cinq capitaux : physique, humain, financier, naturel et social.

En zone agroécologique, les participants ont identifié les chocs et les stress ainsi que leurs impacts dans les ménages avant

de proposer des capitaux de ripostes. S'agissant des risques de catastrophes et de vulnérabilité, il a été question d'identifier les types d'aléas susceptibles de se produire et ayant un impact négatif sur le phénomène de la soudure et de l'endettement. Dans le même ordre d'idées d'analyser le niveau de probabilité dans lequel ces phénomènes pourraient se produire. Enfin, identifier les conséquences de leurs événements et définir les stratégies devant leur permettre de se prémunir ou de réduire les dégâts. Le même exercice

a été effectué et chaque zone a proposé deux types de stress, évalué son impact, défini des objectifs pour ensuite élaborer des stratégies pour venir à bout de ces phénomènes.

Dans une ambiance bon enfant, les participants ont identifié les phénomènes et catastrophes qui pourraient surgir dans leurs localités respectives avant de définir des objectifs et proposer des stratégies résilientes et durables dans leur communauté.

PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA SOUDURE ET L'ENDETTEMENT

Quatre Organisations partenaires d'AdC évaluées par un bureau de consultance

Quatre organisations partenaires d'Action de Carême Suisse au Sénégal à savoir Alse (Association pour la Lutte contre la Soudure et l'Endettement) en Casamance, d'UCEM (Union des Comités Ecologiques de la vallée du Mininky) à Kounghoul, d'ADK (Association pour le Développement de Keury-Kao) à Thiès et de BAMTAARÉ au Fouta ont été évaluées par le bureau de consultance CONCEPT basé à Dakar. L'objectif de l'évaluation était de mesurer les effets des projets de lutte contre la soudure et l'endettement et l'analyse institutionnelle de ses organisations partenaires. Le constat unanime a été que la stratégie calebasse de solidarité est pertinente. Elle est efficace, durable et résiliente.

Les effets des calebasses de solidarité sont de divers ordres. Ils peuvent être analysés sous différents angles (sociaux, financiers, techniques, économiques, organisationnels, qualitatifs, quantitatifs, matériels et immatériels, individuels ou collectifs, temporaires, permanent, etc.).

Selon les consultants, il existe des effets à différents niveaux d'analyse : au niveau des individus (valeurs, croyances, normes de comportement, relations sociales et économiques, estime de soi), au niveau des ménages

(prise en charge des besoins alimentaires, des soins de santé, de la scolarisation des enfants). Dans les relations entre les membres des calebasses, ils constatent une meilleure connaissance mutuelle, une reconnaissance des compétences et du leadership de certaines personnes jusque-là isolées. Au sein des communautés, le renforcement des actions collectives, l'amélioration de la gestion des biens et services communs ont été notées.

L'autre aspect non moins important est le nombre de CDS et de personnes enrôlées dans les CDS, le volume important de l'épargne mobilisée et des crédits distribués. A cela s'ajoute les formations reçues, le nombre et les coûts des projets individuels ou collectifs financés aux membres des CDS. Au plan social, les CDS ont contribué à la réduction de la vulnérabilité tout comme elles ont banni la rupture et l'isolement des plus vulnérables. Les CDS ont permis une meilleure prise en charge des questions de santé des membres des familles et de scolarisation des enfants, etc.

Au plan organisationnel, les consultants notent le renforcement du niveau de développement, de la visibilité et de la reconnaissance des CDS par les autorités locales et les autres acteurs des organisations.

En termes de développement relationnel, les quatre OP sont des partenaires régulièrement soutenus par Action de Carême Suisse depuis une quinzaine d'années. Ce partenariat a permis que ces associations soient membres du RENOLSE (Réseau national des Organisations de lutte contre la soudure et l'endettement) et leurs CDS membres du Réseau national des Calebasses de Solidarité (RENCAS). Ces organisations entretiennent de bonnes relations avec les collectivités territoriales, les autorités administratives, les services techniques et les projets et acteurs locaux (radios communautaires, mutuelles de santé).

Cependant, ils déplorent que ces quatre OP n'aient pas beaucoup évolué dans la diversification de leurs relations partenariales. A cet effet, ils recommandent de trouver d'autres partenaires pour les accompagner. Entre autres recommandations et défis à relever, ils suggèrent au cours des années à venir à sensibiliser les hommes pour intégrer les CDS, il ne semble pas y avoir une stratégie élaborée d'implication des hommes. Ils préconisent de partager davantage le modèle des Calebasses de Solidarité qui peut inspirer d'autres ONG nationales et internationales.

.....**Mr Djibril THIAM**

Coordinateur national Action de Carême Suisse au Sénégal

Intégrer la résilience dans les stratégies de lutte contre la soudure et l'endettement

Une trentaine de participants a répondu, du 15 au 17 septembre 2021 à Thiès, à la 3^{ème} rencontre des partenaires organisée par la coordination nationale d'ACTION DE CAREME SUISSE au Sénégal. Pendant trois jours, les participants ont échangé sur leurs activités déroulées au cours de ce premier semestre 2021. Au terme de ces échanges, Monsieur Djibril Thiam, coordinateur national revient sur les objectifs et les défis de l'heure.

Vos partenaires se sont retrouvés pendant trois jours. Que peut-on retenir de la rencontre après une longue absence liée à la COVID-19 ?

Djibril Thiam : « Ce conclave de trois jours entre dans le cadre des rencontres annuelles que nous organisons avec nos partenaires. Ce sont des rencontres à travers lesquelles nous essayons de former nos partenaires sur des thématiques spécifiques. Cette fois-ci elle porte sur la résilience communautaire dans le cadre de la soudure et l'endettement. Comme le COVID-19 a démontré qu'une stratégie peut être efficace mais qu'un phénomène ou un choc peut la déstabiliser. C'est pourquoi, nous essayons à travers cet atelier d'aider à mieux appréhender l'importance d'intégrer la résilience dans les stratégies de lutte contre la soudure et l'endettement.

Nous avons durant ces trois jours échangé également sur l'évolution des 12 réseaux

de calebasses de solidarité, échangé sur le niveau de performance de ces réseaux et discuté sur 4 modules de résilience communautaire dans la lutte contre la soudure et l'endettement dans ce contexte du Sahel.

Quatre modules sur la résilience communautaire dans la lutte contre la soudure et l'endettement ont été présentés. Quels sont les défis qui attendent vos partenaires ?

Constituer un mouvement social fort apte à promouvoir la lutte contre la soudure et l'endettement au Sénégal à travers la stratégie de calebasse de solidarité.

Le développement appelle à des changements. Actuellement au Sénégal, nous traversons la soudure, l'un des défis majeurs qui attendent nos partenaires,

c'est d'abord celui de la consolidation des stratégies parce que le contexte du COVID a démontré que nos stratégies ont été aussi adaptées. Nous voudrions que nos partenaires consolident davantage ces stratégies que nous avons mises en place. Le second défi qui attend nos partenaires c'est celui relatif au développement du réseautage des CDS. Parce qu'on ne peut pas continuer à financer les calebasses de solidarité à la base depuis des années. Les partenaires doivent travailler davantage à la consolidation des réseaux au niveau de la proximité, au niveau communal et au niveau départemental et au niveau national. Le dernier défi est celui d'échanges d'expériences, parce que les partenaires n'ont pas les mêmes niveaux d'évolution. Nous pensons qu'il est important que chaque partenaire puisse apprendre de l'autre afin qu'ensemble



ENTRETIEN AVEC...

nous puissions constituer un mouvement social fort apte à promouvoir la lutte contre la soudure et l'endettement au Sénégal à travers la stratégie de calebasse de solidarité.

Vos partenaires abattent un travail important sur le terrain, mais les résultats ne sont pas souvent partagés. Qu'est-ce que vous leur recommandez ?

Le suivi est important, on peut travailler sur le terrain pendant des années mais le compte rendu s'avère indispensable aussi bien pour la structure que pour le bailleur afin de mieux comprendre les activités réalisées en fonction de celles prévues. C'est la raison pour laquelle nous leur demandons de travailler davantage sur le reporting, sur le monitoring mais surtout

de partager leurs résultats avec les acteurs à la base. C'est pourquoi, il a été recommandé, durant les ateliers, que les partenaires, dans leur zone respective, organise chaque année, une journée de partages de monitoring avec les collectivités locales, les services décentralisés pour qu'ensemble nous puissions voir les effets et les pas qui ont été franchis par leur partenaire.

Un cabinet a fait l'évaluation de quatre de vos organisations partenaires. Quelles appréciations vous en faites ?

Nous avons eu à faire une évaluation avec quatre de nos partenaires, il s'agit d'ALSE (Association pour la Lutte contre la Soudure et l'Endettement) en Casamance, d'UCEM (Union des Comités Ecologiques de la vallée du Mininky) à Koungheul,



Mor Mbaye Diop (Fénagie/pêche et Mme Fatou Guèye SECK (ACCES)

d'ADK (Association pour le Développement de Keury-Kao) à Thiès et de Bamtaaré au Fouta. L'objectif de l'évaluation était de mesurer les effets produits par les projets de ces partenaires dans la lutte contre la soudure et l'endettement. Le constat unanime est que la stratégie calebasse de solidarité est pertinente. Elle est efficace, durable et résiliente. Maintenant, il reste à améliorer certains aspects institutionnels liés aux partenaires à savoir le développement institution-

nel. A ce titre, nous allons travailler avec un consultant qui va les aider à améliorer leur structuration organisationnelle, mais surtout à diversifier leurs partenariats parce que c'est important. On ne peut pas tout financer en tant qu'organisation. Il y a des aspects qu'on ne peut pas financer, mais un autre partenaire pourrait les aider à les financer parce que c'est une préoccupation des bénéficiaires de la base.

*Propos recueillis par
A.G et Sidy DIENG*

NÉCROLOGIE

Action de Carême Suisse (ADC), la coordination nationale, le Personnel de AgriBio Services ainsi que toutes les organisations partenaires : ADK, ACCES, FENAGIE/PECHE, UGPM, UJAK, COCOGEP, ALSE, KOUSSEK, FEJAC, UCEM, RECODEF, BAMTAARE, SAPPAT, ASDES et AGRECOL/AFRIQUE ont appris avec tristesse et consternation le décès de notre collègue **ROUGUI NIANE**, animatrice à AGRECOL/AFRIQUE, survenu **vendredi 22 octobre à Thiès**, dès suite d'une maladie.

Une dame serviable, pieuse, souriante, courtoise et très engagée dans son travail était **ROUGUI**. Professionnelle dans l'âme et passionnée des calebasses de Solidarité, **Rougui NIANE** se donnait à fond. Elle se rendait dans les zones les plus reculées pour y installer des calebasses de solidarité. Chapeau bas !

Nous présentons nos condoléances émues à toute sa famille biologique particulièrement à notre partenaire AGRECOL/AFRIQUE et à tous les membres d'ADC, du RENOLSE et du RENCAS.

Qu'ALLAH dans la plénitude de sa Grâce et sa miséricorde lui accorde le meilleur des Paradis Célestes. **AMINE !**

Repose en paix chère collègue



ECHOS DES PARTENAIRES

ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

La FEJAC dote la maternité d'un appareil échographie

Accéder aux soins sanitaires est un luxe dans certaines localités du pays. A Médina Sabakh dans le département de Nioro du Rip, région de Kaolack, les femmes enceintes parcourent plus d'une cinquantaine de kilomètres pour faire l'échographie. Conscient des risques liés à leurs déplacements sur des routes parfois impraticables, la FEJAC (Fédération des jeunes pour l'Action Citoyenne) a initié à travers les cales de solidarité, une campagne de collecte de fonds pour équiper la maternité de Médina Sabakh d'un appareil échographie flambant neuf.

Par Sidy DIENG



Mr Moussa SALL, coordonnateur (au milieu) en compagnie de quelques responsables de la FEJAC

A Médina Sabakh, se soigner est un véritable casse-tête comme un peu partout d'ailleurs dans les localités excentrées à l'intérieur du pays. Ici la maternité peine à fonctionner. Dépourvue de presque beaucoup de choses, la population féminine surtout celle des femmes enceintes sont contraintes à se déplacer jusqu'à Nioro pour y faire leur échographie. La maternité n'en disposait pas et n'avait pas les moyens de s'en doter. Les femmes enceintes étaient obligées de se déplacer jusqu'à Nioro du Rip, une localité distante d'environ 30 km pour se faire consulter. «Rien que pour rallier Nioro, c'était un parcours du combattant. Les

femmes se réveillent très tôt pour s'y rendre sans compter les risques qu'elles encourent. Les routes ne sont pas parfois praticables. Mieux, il faut payer le transport sans compter les frais de l'échographie fixés à 5000 F cfa, soit 8.169 CHF», se désole le coordonnateur de la FEJAC.

Selon Moussa SALL, la fédération a trouvé cela très éprouvant pour les femmes. Conscient de cette difficulté qu'elles encourent, la fédération, à travers ses cales de solidarité, a pris son bâton de pèlerin pour lancer une campagne de collecte de fonds pour acheter un appareil d'échographie pour la maternité de Médina Sabakh.

Nous l'avons initié avec l'appui des cales, des populations, des autorités locales et administratives, chacun cotise selon ses moyens. De fil en aiguille, nous avons pu mobiliser une forte somme. Nous avons acheté un appareil flambant neuf à 3.500.000 F cfa, soit 5717.97 CHF que nous avons remis au comité de santé du district de Médina Sabakh», explique Moussa Sall en marge de la rencontre des partenaires.

Selon le coordinateur de la FEJAC, avec le reste de l'argent, la fédération a acheté des ventilateurs et matelas pour équiper la maternité qui était dans une situation très calamiteuse. Le comité de gestion de la maternité se charge du fonctionnement. Une réunion de partage d'informations a été organisée à l'occasion. Les frais de l'échographie sont fixés à 4.000 F cfa contre 5000 à Nioro du Rip. Ainsi avec cet appareil d'une importance capitale pour leur suivi sanitaire, des femmes en grossesse n'ont plus besoins de se déplacer vers Nioro avec tous les risques que cela entraînait. La FEJAC a enlevé une épine du pied de ces braves femmes. Un soulagement aussi pour les chefs de familles qui ne ressentent plus cette sorte d'épée de Damoclès pointée sur leur tête dès que leur femme tombe enceinte dans la localité. Aujourd'hui par la grâce de Dieu et l'appui des cales de solidarité, la FEJAC a allégé la souffrance des populations et cette situation est désormais rangée dans le casier des vieux souvenirs.

Rappelons que le coordonnateur de la FEJAC avait pris part à la rencontre des partenaires organisée par la Coordination nationale d'Action de Carême Suisse au Sénégal. Une rencontre qui portait sur la résilience communautaire dans le cadre de la lutte contre la soudure et l'endettement.

FÉNAGIE/PÊCHE : Plus de huit hectares de mangroves reboisés

Récemment, la Fénagie/Pêche (Fédération nationale des Gies de Pêche) en collaboration avec les populations locales des îles ont reboisé plus de huit hectares de mangroves. Une activité phare dans les localités. Le

coordinateur du programme soudure endettement à la Fénagie/Pêche, M. Mor Mbaye Diop revient sur ces activités effectuées par les calebasses de solidarité.

Par Sidy DIENG



Les membres de la Calebasse de Thialane reboisent la mangrove pour participer à la préservation de la biodiversité

Depuis quelques temps, les activités de reboisement sont devenues comme une routine à la Fénagie/pêche. En effet dans le cadre du projet de promotion à la résilience sociale et écologique dans les unions locales de la Fénagie/Pêche financé par Action de Carême Suisse sous la coordination de AgriBio Services, la Fénagie/Pêche a effectué un reboisement de la mangrove dans l'île de Thialane, dans la commune de Niodior du département de Foundiougne. Dans cette dite localité, la Fénagie/Pêche a pu installer une dizaine de calebasses de solidarité. Lesquelles calebasses excellent dans l'initiation d'opérations de reboisements communautaire de mangroves. Une activité d'autant importante que la forêt de mangrove constitue, de

toute évidence, une source de pérennisation de leurs activités dans ces zones. Surtout que, selon Mor Mbaye Diop, coordinateur du Programme Soudure Endettement à la Fénagie/Pêche, la forêt de Mangrove participe considérablement, dans les îles du Saloum, à la régénération de la ressource et à la préservation de la biodiversité marine et côtière. Aussi, conscientes de son apport dans la reproduction des poissons et crustacés, dans la préservation de la biodiversité et l'atténuation de l'érosion côtière entre autres, au village de Thialane dans la zone de Bassoul, les populations particulièrement les femmes s'adonnent régulièrement au reboisement de ladite espèce arboricole. «Nous avons organisé des activités de reboisement au courant du mois d'août der-

nier (26 au 28 août). Nous avons en collaboration avec les populations locales reboisées plus de huit hectares de mangroves, environ plus de 4 000 propagules ont été plantées dans cette zone», indique le coordinateur. Pour dire que, selon M. Diop, qui dit résilience, parle inévitablement d'adaptation aux changements climatiques. Au niveau du village de Thialane, Toubacouta, Djiffer, Aujourd'hui c'est une activité phare à la Fénagie/Pêche. Récemment, souligne-t-il, à Njirnda, la Fénagie a organisé une formation en ostréiculture. Et au cours des travaux, il s'est avéré qu'avec la raréfaction, les femmes déploient beaucoup d'énergie et de moyens pour accéder à la ressource. La formation a été assurée par un expert qui a été recruté après un appel à

candidature. Lequel formateur leur a doté de nouvelles compétences pour pratiquer l'ostréiculture et valoriser le produit local. Aujourd'hui avec la nouvelle donne, à savoir les techniques de conservation du produit et sa qualité contribuent significativement à l'amélioration des revenus des femmes membres des calebasses de solidarité. Maintenant, elles peuvent vendre leurs produits à 3.500 F cfa à Dakar. Une réussite sur laquelle la Fénagie/Pêche compte s'appuyer pour mieux accompagner les femmes dans leur quête d'autonomisation.

En atteste le fait que le réseau fédéral s'est fortement illustré à l'occasion de la FIA-RA (Foire internationale de l'Agriculture et des ressources animales), un événement majeur qui a enregistré plusieurs visiteurs. «Cette foire a permis à la Fénagie/Pêche de vulgariser les stratégies du programme soudure endettement autour de la CDS. Nous avons profité dans notre stand où nous avons placé une calebasse remplie de produits agricoles, forestiers, halieutiques pour sensibiliser les visiteurs sur l'approche calebasses de solidarité. Nous faisons le plaidoyer autour de cette stratégie afin que les autorités étatiques puissent l'utiliser comme un outil de développement afin de mieux lutter contre la pauvreté», renchérit Mor Mbaye Diop.

TRANSFORMATION DES FRUITS ET LÉGUMES LOCAUX

Une quinzaine de femmes membres de l'ASDES en formation

Au quartier Saré Ndiougaré à Kaolack, Mme Khadijatou Diouf, présidente de la calebasse de solidarité Saré 2 s'active de main de maître dans la transformation des fruits et légumes. Mi-juin dernier dans son unité de transformation, elle vient de former une quinzaine de femmes membres de l'organisation partenaire d'ASDES, à la transformation des fruits locaux en jus et sirops.

Par Sidy DIENG



Au siège d'ASDES, les produits de Mme Khadijatou Diouf (en médaillon)

En cet après-midi du mois de juin, Mme Khadijatou Diouf presse le pas pour venir à la rencontre de ses hôtes qui l'attendent depuis des heures. En effet, elle vient de terminer une session de formation en transformation de fruits et légumes à quelques encablures de la commune de Kaolack. Mère khady comme on l'appelle est tout le temps sollicitée pour animer des sessions de formation au profit des femmes membres des CDS, parfois pour des groupements de femmes. "Une femme de développement ne reste pas une semaine sans être sollicitée surtout quand elle est responsable d'une calebasse", a d'emblée lancé Mme Diouf tout en présentant ses excuses à ses hôtes avant de les conduire dans son unité de transformation, une bâtisse composée de plusieurs compartiments.

A l'entrée, une grande salle équipée de

tables, chaises, un tableau et du matériel didactique sert de lieu de formation. A l'intérieur, des bouteilles de jus de bissap, de gingembre, des sirops à base de fruits, de la tomate concentrée, etc. préparés la veille sont bien rangés. Sur les bouteilles, toutes les informations liées au produit ainsi que leur date de péremption sont bien mentionnées. 'Ces différents produits ont été préparés hier par une quinzaine de femmes venues de diverses calebasses. La formation a duré deux jours. Nous sommes à notre troisième session de formation cette année", se réjouit la présidente de la calebasse de solidarité Saré 2 (lire encadré).

En effet dans le cadre de l'autonomisation des femmes, ASDES, l'organisation partenaire d'Action de Carême dont la coordination nationale est assurée par AgriBio Services, contribue à l'autopromotion et à la lutte contre la soudure et l'endettement. A cet

effet, ASDES accompagne ces calebasses de solidarité qu'elle a installées à travers des activités génératrices de revenus. La session de transformation des fruits et légumes entre dans ce cadre. Ainsi Mme Diouf a, durant deux jours, formé les femmes sur les techniques de transformation. Sur le tableau on peut lire les différents jus et sirop préparés par les femmes au cours de cette session.

De taille moyenne, Mme Khadijatou Diouf est une pionnière dans la transformation au quartier Saré ndiougaré. Depuis les années 2000, elle est dans la transformation et ne cesse de faire des recherches pour améliorer son activité. Elle est dans les séminaires de renforcement de capacités, de rencontres de mise à niveau pour se perfectionner. Selon Mme Diouf, bon nombre de calebasses qui sont dans la région de Kaolack ont bénéficié de ses services. "Quand les membres des calebasses me sollicitent pour des formations, je réponds favorablement. Mon objectif est d'outiller les femmes afin qu'elles soient autonomes financièrement. Mais le mérite revient aux dirigeants d'ASDES qui ne cherchent qu'à les rendre émanciper", soutient-elle.

Entrepreneuse, Mme Diouf s'est donné les moyens pour arriver à ses fins. "J'ai payé ma formation à hauteur de 250 000 F cfa. J'ai également pris en charge mon formateur pendant 10 jours", a indiqué Mme Diouf qui ne s'arrête pas en si bon chemin. Cette cheffe d'entreprise emploie des jeunes dans son unité de transformation.

Intransigeante, Mme Diouf l'est. Elle a l'œil sur ses employés. "La transformation requiert une certaine exi-

ECHOS DES PARTENAIRES

gence, c'est pourquoi je veille au grain et je ne cesse de leur rappeler les normes. S'il y'a une négligence dans le processus, cela pourrait impacter négativement la qualité du produit et parfois sa conservation", confie-t-elle. Outre les jus et sirops, Mme Diouf a formé les femmes à la transformation de la tomate concentrée et semi-concentrée. En effet, à une certaine période de l'année, la tomate est en abondance sur le marché et elle pourrit très vite faute de moyens de la conserver. "C'est de là que nous avons essayé de traduire cette difficul-

té en une opportunité. Nous avons décidé de transformer la tomate en concentrée et semi-concentrée. De fil en aiguille, nous avons réussi ce pari. Aujourd'hui même si vous allez au siège de l'ASDES, vous trouverez des échantillons de nos produits", se réjouit Mme Diouf sous le contrôle du chargé de programme d'ASDES, NDiaga Sall.

Aujourd'hui les femmes sont devenues plus réalistes. A la fin de la formation, elles ont proposé que ces jus et sirops soient commercialisés lors des cérémonies afin de faire la pro-

motion au grand public. La bouteille d'un litre de jus est vendue à 1000 F cfa quant au sirop, il est écoulé à 2000 F Cfa. Et ils peuvent être conservés pendant un an.

Selon Mme Diouf, le principal souci dans leurs activités est l'obtention de l'autorisation FRA pour qu'elles puissent écouler leurs produits dans la sous-région et dans les grandes surfaces. A cet effet, elle sollicite un accompagnement en ce sens afin de pouvoir véritablement accéder aux marchés national et international.

CDS Saré Ndiougaré 2 en chiffres

Créée en 2016, la calebasse de solidarité de Saré Ndiougaré 2 comptait 50 membres. Mais au fil du temps, avec les autres sources de financements certains avaient abandonné. Conscientes que la calebasse est un véritable outil de lutte contre l'endettement, certaines femmes sont revenues sur leur pas, parce que les approches ne sont pas les mêmes et les objectifs sont différents.

La cds fonctionne à merveille. Les membres se réunissent une fois dans la semaine pour faire leur AVA (Apport Volontaire Anonyme). Les membres bénéficient de prêts qui sont plafonnés à 50 000 F cfa pour permettre aux autres de pouvoir en bénéficier. Aujourd'hui la calebasse a une autonomie financière assez conséquente qui lui permet de prêter à ses membres entre

75 000 et 100 000 F cfa.

Cette autonomie des calebasses, nous la devons à notre partenaire ASDES qui a très tôt compris que la meilleure façon d'accompagner les femmes est de les regrouper autour de l'essentiel à savoir la calebasse de solidarité. Celle-ci résout les questions prioritaires à savoir la santé, l'éducation et la nourriture. Aujourd'hui, elle dépasse même ses actions de base. Elle est dans le financement, dans la formation, dans le troc. C'est pourquoi les membres se l'approprient parce qu'auparavant, les femmes éprouvaient des situations difficiles liées à leur empêchement dans la spirale infernale de l'endettement r qui hantait leur sommeil. Aujourd'hui grâce à la calebasse, les femmes contribuent à leur ménage, à l'éducation et à la santé de leurs familles.

Bouillon naturel : Khadijatou excelle dans la production

Mi-juin a Saré ndiougaré, à Kaolack, khadijatou a fini de sécher deux sacs de 50 kg d'oignon. Dans sa maison unité de production, la présidente de la calebasse gère les derniers détails pour la fabrication de bouillon naturel.

Du sel, quelques feuilles de laurier, des clous de girofle moulus, du maïs, etc. constituent les différents ingrédients qui vont composer la préparation du bouillon naturel. Khadijatou qui excelle depuis des années dans le bouillon naturel, est une férue du consommer local. Malheureusement, elle se désole de la rupture de certains produits locaux notamment le maïs. "J'ai appelé mon fournisseur mais il ne dispose que de maïs importé de Canada. Ma préférence est celui du local pour participer à la politique du consommer local", soutient-elle pointant du doigt l'oignon locale. Généreuse de partager son savoir-faire, Khadijatou a formé des femmes dans la fabrication du bouil-

lon. En collaboration avec son organisation partenaire ASDES, les femmes des CDS ont été sensibilisées sur l'utilisation abusive des bouillons industriels. Tout le sens des sessions de formation en bouillon naturel. "Même pour les calebasses les plus reculées, des sessions de formation ont été organisées. Ceci a un double intérêt.. En effet, avec ce bouillon, nous économisons de l'argent et nous consommons les produits issus de notre terroir", confie-t-elle.

Infatigable, Mme Diouf combattante du consommer local continue la sensibilisation à l'occasion des réunions de quartier ou des cérémonies. Elle est célèbre dans son quartier pour les causes qu'elle défend. Cerise sur le gâteau, son téléphone ne cesse de sonner, au bout du fil des clients font des commandes. Des commandes qu'elle n'arrive pas à honorer faute de moyens de produire en grande quantité.

RENCAS (RÉSEAU NATIONAL DES CALEBASSES DE SOLIDARITÉ)

Le CA veut étendre ses activités à Tambacounda et Kolda

Le Conseil d'Administration du Réseau national des Calebasses de Solidarité (RENCAS) a décidé d'installer 60 calebasses de solidarité dans les régions de Tambacounda et de Kolda en 2022. Le CA a pris cette décision lors de l'atelier de formation et d'échange sur la

mobilisation sociale et le plaidoyer. Un atelier organisé début octobre à Thiès par la coordination nationale d'Action de Carême Suisse au Sénégal.

Par Ababacar GUEYE



Mme Coumba Diallo, présidente du RENCAS présente le plan d'actions 2021-2022 de son réseau

La rencontre a enregistré la participation de presque de tous les membres du CA du RENCAS à l'exception de la représentante de l'UJAK et de la FEJAC. Le coordinateur national a salué l'engagement des membres malgré le contexte de COVID-19. Mr Djibril THIAM a également transmis les salutations d'Action de Carême particulièrement celles de la chargée de programme Pays Mme Vreni Jean Richard. Pour sa part, Mr Samba Mbaye, le secrétaire général du RENOLSE (Réseau national des Organisation de lutte contre la soudure et l'endettement) a magnifié les membres du CA du

RENCAS de leur déplacement avant de rappeler les missions du RENCAS, ses objectifs et les attentes de l'atelier.

Le coordinateur national a, avant d'entamer la formation, fait un petit quizz sur le RENCAS, histoire de tester les participants sur leur niveau de compréhension du Réseau. Dans l'ensemble, lesquels membres du CA ont fait preuve d'une maîtrise parfaite dudit réseau à savoir sa date de création, les différents réseaux fédéraux qui le composent mais aussi sa zone de couverture qui s'étend sur 09 régions du pays (Thiès, Dakar, Kaolack, Diourbel, Saint Louis, Sedhiou, Ziguinchor, Kaffrine,

Fatick). A ce jour, le RENCAS a mobilisé près de 450 000 F cfa, selon la trésorière Mme Mouslimatou SENE.

Calebasse de solidarité, moyen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

L'occasion a été pour les participants d'aborder deux thèmes centraux comme la mobilisation sociale et le plaidoyer. Lequel choix s'explique par le constat fait que le RENCAS a toutes de toutes les aptitudes pour les exécuter. En effet, le nombre de CDS installées, les régions couvertes, la manne financière mobilisée par environ 1500 calebasses de solidarité sont autant d'arguments

pour valoriser le réseau national. L'autre motif de la tenue de l'atelier, selon le coordinateur, réside dans la prolifération des calebasses et de concepts d'épargne et de crédit se réclamant faussement de la CDS. Il faut se démarquer de ces concepts. Raisons suffisantes pour le RENCAS de remobiliser ses membres afin de porter plus haut le concept de Calebasse de Solidarité qui est en train d'être galvaudé. M. Thiam a rappelé à l'assistance la vigilance qui sied en la matière afin de ne pas perdre de vue la mission du RENCAS qui est de promouvoir la calebasse de solidarité comme moyen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Sénégal. Ainsi le RENCAS se doit de faire un travail de clarification sur sa CDS ainsi que sa raison d'être dans la mesure où elle a démontré son efficacité, sa résilience et sa durabilité dans la lutte contre la soudure et l'endettement. "C'est pourquoi, le RENCAS devra travailler sur le besoin de clarification qui n'est rien d'autre qu'une explication plus soutenue de l'approche calebasse de solidarité prônée par la coordination nationale", a exhorté le coordinateur national. Et le coordonnateur de poursuivre pour indiquer qu'aujourd'hui, il devient évident

que les Cds peuvent constituer un levier important sur lequel les pouvoirs politiques et les acteurs de développement peuvent s'appuyer pour mener à bien leur politique d'accompagnement des ménages. Surtout qu'ils sont dans une recherche perpétuelle de stratégies endogènes et durables (bourse familiale CMU, carte d'identité des chances, mutuelle de femmes, etc.). Parmi ces stratégies, la CDS est aussi une bonne approche. Celle-ci peut régler certains problèmes sociaux liés à la santé, à l'éducation à la nourriture. Dès lors, elle a besoin d'être connue. Car, il a été constaté que la stratégie n'est pas très bien perçue par les décideurs politiques ou bien, s'ils la perçoivent, c'est de façon superficielle. Aussi devient-il primordial de travailler sur le besoin de diffusion de l'approche. Le réseau doit s'atteler au travail de l'information et de la communication afin de mettre sur orbite la stratégie, après 16 ans d'existence. Dans cette logique les CDS ont besoin également de soutien externe, tout en

respectant la philosophie de l'approche. En effet, elles ne disposent pas de ressources financières conséquentes pour exercer des missions supplémentaires pour diversifier leurs services. L'objectif à travers ce besoin externe est d'arriver à collaborer avec les politiques, à amener les décideurs, à intégrer la stratégie dans leurs actions, leurs planifications, leurs projets et programmes. Pour ce faire, ils ont besoin de connaître sur quoi intervient le RENCAS.

A travers ces quatre besoins, le CA est parvenu à identifier ceux destinés à la mobilisation sociale et le plaidoyer. A ce titre, le RENCAS a bien compris l'objectif de la mobilisation sociale qui est un moyen d'augmenter le nombre de membre de CDS. *"Nous souhaitons enrôler plus de personnes dans nos CDS, augmenter les alliés autour des CDS et bâtir un mouvement social national fort autour de l'approche CDS"*, a souligné Mme la présidente du RENCAS Mme Coumba Diallo.

Installer 60 calebasses à Kolda et Tambacounda en 2022

Dans le même ordre d'idées, le CA a élaboré un plan d'actions annuel (septembre 2021 – octobre 2022) pour la mobilisation sociale. L'une des activités phare de ce plan d'actions est l'extension des calebasses dans les régions de Kolda et de Tambacounda. *"Nous allons installer 60 calebasses de solidarité dans les régions de Kolda et de Tambacounda, soit 30 calebasses par région. A cet effet, le CA s'est donné pour échéance octobre 2022"*, a confié la présidente du RENCAS.

Pour les autres activités prévues, il y a la recherche de partenaires locaux au niveau des départements et des communes (décembre 2021). La visite des partenaires locaux identifiés est fixée en janvier 2022. Le CA va aussi organiser deux fora départementaux pour sensibiliser la population sur l'approche CDS. Ils sont prévus en mars prochain. Toutefois, la coordination nationale a rappelé au CA que dans la

mobilisation sociale, il faut toujours faire de la sensibilisation. Pour le RENCAS, la démarche à suivre est centrée sur les problèmes que règle la CDS, spécifiquement, ceux liés à la santé, à l'éducation et à la nourriture. Par ailleurs dans son plaidoyer, le RENCAS attend des décideurs politiques un accompagnement dans leurs activités. Ces cibles sont les autorités locales et administratives, les ministères, etc. Dans la même veine, le CA a exprimé ses besoins en formations. Une convention de partenariat avec l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) sera établie en mars prochain pour former 30 femmes sur la transformation des céréales locales et la possibilité de disposer en conséquence d'autorisations FRA. Le CA ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, des correspondances seront adressées à certains ministres et aux structures compétentes en la matière pour des possibilités de partenariat ou de soumission de projet.

RENCAS : 60 millions de F cfa pour construire son siège à Thiès

Le Réseau National des Calebasses de Solidarité (RENCAS) a trouvé un financement de plus de 60 millions de F Cfa pour la construction de son siège national à Thiès. L'annonce a été faite par le coordinateur national d'Action de Carême Suisse, M. Djibril Thiam. C'était à l'occasion de l'atelier de formation du RENCAS sur le plaidoyer et la mobilisation sociale organisé à Thiès en début octobre. Pour lui, il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'un réseau de cette envergure doit avoir un siège pour pouvoir exercer ses activités. C'est ainsi que le RENCAS avait soumis son projet de financement à l'Ong Action de Carême Suisse qui a répondu favorablement à sa requête. Le Conseil a décidé de construire le siège à Thiès afin d'être plus proche de la coordination nationale. La raison fondamentale de ce choix réside en ce que non seulement la région de Thiès est une zone carrefour mais aussi et surtout que c'est à Thiès que tout a vu le jour, a souligné le CA.